

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 27 JANVIER 2009

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A.,
DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse Monsieur LEURIDANT Grégory et Madame SENECAUT Manuella.

A 20 heures, la Présidente déclare la séance ouverte.

Elle demande une minute de silence en mémoire des victimes de Termonde et informe le Conseil Communal des différentes mesures qui ont été prises pour renforcer la sécurité dans les crèches communales.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 09 DECEMBRE 2008 **- PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 09 décembre 2008 – partie publique.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 16 DECEMBRE 2008 **- PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 17 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2008 – partie publique.

3. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 12 JANVIER 2009 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 12 janvier 2009, à savoir : 265 458,30€.

4. FINANCES – BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L’EXERCICE 2009 – APPROBATION

La présentation du budget, conformément à l’article 88 de la loi organique des C.P.A.S., est effectuée par Monsieur Jacques DURIEUX, Président du C.P.A.S.

Mademoiselle la Bourgmestre,
Chers Collègues,

Pour votre information, précisons avant tout que l’essentiel des informations sur le budget 2009 est à votre disposition dans l’ensemble des annexes qui vous ont été remises. Quelques tableaux statistiques supplémentaires vous ont également été fournis; à eux seuls, ils disent mieux qu’un long discours combien l’action du Centre s’est amplifiée et diversifiée depuis la fusion des communes et le démarrage de l’institution le 01^{er} avril 1977.

En effet, notre CPAS a considérablement évolué tout en offrant de plus en plus de services à la population mais aussi en répondant aux exigences de la circulaire budgétaire annuelle, tout en maintenant des finances saines.

L’année 2008 a été dominée économiquement et financièrement par la flambée du prix des combustibles et des matières premières. La fin d’année a été marquée par la crise financière initiale transformée en une crise sociale et économique majeure.

En Belgique, le système d’indexation des salaires et des allocations sociales constitue un remède à cette crise et a fait ses preuves en 2008 en ce qui concerne le pouvoir d’achat. Trois augmentations de 2% ont d’abord permis à nos concitoyens de faire face à l’inflation initiale.

Plus récemment, le gouvernement fédéral a étendu, à partir du 01^{er} janvier 2009, le dispositif des allocations de chauffage sur l’ensemble de l’année et quel que soit le prix du litre du combustible.

Même les bénéficiaires d’une allocation reçue au dernier quadrimestre 2008 auront droit à une nouvelle intervention du Fonds « Mazout ».

Ici aussi, il s’agit clairement d’une mesure de soutien à la consommation qui complète les revalorisations périodiques du R.I.S et des aides équivalentes dont l’effet se cumule à l’index, à l’image des échelons annuels de traitement du personnel.

Tout cela représente bien entendu pour les CPAS, et celui de Jurbise en particulier, une source d’augmentation des charges d’exploitation : en ce qui concerne notre Centre, celles-ci sont constituées à 70% de dépenses de personnel et à 10% de dépenses d’aide sociale.

Depuis 2 ans, nous enregistrons dans nos comptes et dans nos budgets une progression des dépenses sociales qui s’est accompagnée, à partir de juillet 2008, d’une reprise vigoureuse des engagements de personnes sur base de l’article 60§7.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les dépenses de transfert enregistrent au budget 2009 la progression relative la plus forte, avec 17,6% d'augmentation tandis que la hausse salariale de 7,1% ne fait que confirmer, à effectif quasi inchangé, les indexations appliquées en 2008.

D'ores et déjà et de manière positive, la modération de l'indice des prix, qui est retombé à son niveau de mai 2008, a permis d'inscrire des crédits de fonctionnement en baisse tandis que l'inversion de la courbe des taux d'intérêt depuis octobre 2008 est redevenu un facteur de modération des charges de la dette.

Il est vrai toutefois que le recul de $\pm 10\%$ de la dette est, pour l'essentiel, le résultat de l'utilisation du boni extraordinaire accumulé jusqu'en 2007.

Cette méthode a permis, en 2008, de ne pas recourir à de nouveaux emprunts pour financer les investissements du Centre.

Cette année encore, l'utilisation de l'excédent encore disponible pourra être poursuivie grâce à une réserve de crédit mobilisable à hauteur de 200.000 EUR.

En ce qui concerne la nouvelle crèche d'Erbisoeul, même si le projet est à présent en phase d'exécution, la réalisation des travaux et leur financement effectif ne devraient pas avoir d'impact budgétaire avant le second semestre 2010.

Notre service d'aide aux familles se développe sans cesse et accompagne de nombreuses familles.

Les seniors ne sont pas oubliés avec la fête du troisième âge qui remporte toujours le même succès ainsi que l'ensemble du calendrier des activités proposées à nos aînés qui leur permettent de découvrir les plus belles villes de notre beau pays.

Le service de garde d'enfants malades à domicile connaît également une progression constante depuis le second semestre de 2008.

En plus de nos 10 maisons du Mont Spéloir, un logement de transit sera opérationnel dès ce mois de février 2009.

Je ne peux citer tous les services développés par notre Centre, mais avec l'ensemble du personnel, dont je souligne le dévouement, nous faisons le maximum pour répondre aux demandes et aux besoins de toute la population.

En conclusion, compte tenu des éléments et du contexte qui ont influencé la confection du budget 2009 du CPAS, je suis convaincu qu'il reflète une fois encore l'ambition de concilier action sociale et efficacité financière.

Mesdames, Messieurs,

C'est avec confiance, malgré un contexte social et économique très dégradé, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, Mademoiselle la Bourgmestre, Chers Collègues, le budget du CPAS de Jurbise de l'année 2009.

Je vous remercie de votre attention.

Les chiffres budgétaires sont alors énoncés par Monsieur Jean-Pierre EGELS, Echevin des Finances :

Service Ordinaire

Des recettes

Exercice propre	4.820.679,38
Exercices antérieurs	126.000,00
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>4.946.679,38</i>
Prélèvements	19.000,00
TOTAL GENERAL	4.965.679,38

Des dépenses

Exercice propre	4.895.179,38
Exercices antérieurs	70.500,00
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>4.965.679,38</i>
Prélèvements	0,00
TOTAL GENERAL	4.965.679,38

Résultat présumé au 31/12/2009	0,00
---------------------------------------	-------------

Service extraordinaire

Des recettes

Exercice propre	712.500,00
Exercices antérieurs	208.613,01
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>921.113,01</i>
Prélèvements	200.000,00
TOTAL GENERAL	1.121.113,01

Des dépenses

Exercice propre	912.500,00
Exercices antérieurs	50.000,00
<i><u>Total exercice propre et exercices antérieurs</u></i>	<i>962.500,00</i>
Prélèvements	158.613,01
TOTAL GENERAL	1.121.113,01

Résultat présumé au 31/12/2009	0,00
---------------------------------------	-------------

La part communale, au service ordinaire, est arrêtée au montant 730.000 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête, par 14 voix pour et 5 abstentions, le budget du Centre Public de l'Action Sociale des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2009.

5. FINANCES – MARCHES PUBLICS 2009 – MODE DE PASSATION DES MARCHES – DELEGATION AU COLLEGE COMMUNAL POUR LA REALISATION DE MARCHES PUBLICS D'UN MONTANT UNITAIRE INFERIEUR OU EGAL A 5.500,00€ HTVA ET DONT L'OBJET VISE L'ACQUISITION DE PETITS MATERIELS OU DE FOURNITURES DIVERSES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les Communes, les Provinces et les Intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^oa;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Attendu que l'Administration Communale prévoit différentes acquisitions à imputer aux services ordinaire et extraordinaire du budget 2009;

Attendu que pour ces acquisitions et leurs mises en œuvre, il s'avère nécessaire de recourir aux marchés publics par procédure négociée sans publicité;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est nécessaire d'acquérir diverses fournitures administratives (papiers, enveloppes, consommables...);

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'entretien des divers appareils en place dans les bâtiments communaux, tels que imprimantes, copieurs et chaudières;

Attendu qu'en matière de sécurité pour le personnel ouvrier, le Collège Communal doit entretenir et acquérir des vêtements de travail;

Attendu qu'en cours d'exercice, il peut être opportun de remplacer le plus rapidement possible le matériel usé ou endommagé afin de ne pas altérer le bon fonctionnement des services communaux;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'évolution croissante de la population scolaire et pour ce faire, acquérir du mobilier scolaire dans des délais réduits;

Attendu que la salle culturelle Jacques Galant est très sollicitée et qu'il est parfois nécessaire d'effectuer des aménagements pour accroître le nombre de location de la salle;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est parfois nécessaire de réaffecter certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services communaux et pour ce faire, d'acquérir du mobilier de bureau;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir en état le patrimoine local de la commune (voiries, parcs et jardins, bâtiments, signalisation...) et pour ce faire d'acquérir du mobilier urbain;

Attendu que dans un souci d'économies d'échelles, le Collège Communal souhaite acquérir ces différents services et fournitures en respect des procédures de marché public;

Attendu que les investissements visés par la présente délibération ne dépassent pas le montant unitaire de 5.500 € HTVA.;

Attendu que les crédits budgétaires obligatoires, pour la réalisation de ces petits marchés publics, ont été approuvés dans le cadre du budget 2009 par le Conseil Communal en séance du 16 décembre 2008;

Considérant dès lors qu'il serait opportun de proposer au Conseil Communal de donner délégation au Collège Communal, pour les acquisitions suivantes :

<u>Articles</u>	<u>Libellés</u>	<u>Montant</u>
<u>Service ordinaire :</u>		
- 104/12302.2009 :	Fournitures administratives - Administration générale	6.000 €
- 104/12313.2009 :	Frais de gestion du parc informatique	69.960,41 €
- 104/12506.2009 :	Prestations de tiers pour les bâtiments administratifs	5.500 €
- 421/12302.2009 :	Fournitures administratives service de la voirie	5.500 €
- 421/12313.2009 :	Frais de gestion du parc informatique service voirie	5.958,25 €
- 421/12405.2009	Fourniture et entretien de vêtements de travail	13.000 €
- 421/12506.2009	Prestations de tiers pour les bâtiments du service voirie	3.000 €
- 722/12302.2009	Fournitures administratives pour le service de l'enseignement	5.000 €
- 722/12506.2009	Prestations de tiers pour les bâtiments de l'enseignement	5.000 €
- 762/12302.2009	Fournitures administratives pour le service de la Culture	7.500 €
- 762/12313.2009	Frais de gestion du parc informatique service de la Culture	2.550 €

Service extraordinaire :

- 104/74198.2009 :	Acquisition de mobilier de bureau	5.000 €
- 421/74451.2009 :	Acquisition de matériel d'équipement service de la voirie	7.500 €
- 42301/74152.2009 :	Signalisation routière petit matériel d'équipement	7.500 €
- 569/74152.2009	Signalisation et balisage de sentiers promenades	10.000 €
- 722/74198.2009	Achat de matériel d'équipement mobilier scolaire	5.000 €
- 762/72460.2009	Divers aménagements et équipements Salle J. Galant	10.000 €
- 764/72554.2009	Aménagement terrain plaine des sports	7.500 €
- 76401/72554.2009	Aménagement terrain skate parc	10.000 €
-773/72360.2009	Aménagement Fontaine Loquet	2.000 €
- 773/72460.2009	Mise en valeur du Patrimoine Local	3.000 €

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la réalisation des marchés susmentionnés;

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de fixer comme procédure pour la réalisation des marchés susmentionnés, la procédure négociée sans publicité;

Attendu que cette délégation ne vaut que pour les marchés d'un montant hors TVA inférieur ou égal à 5.500 EUR et dont les crédits, repris ci avant, ont été approuvés par le Conseil Communal en séance du 16 décembre 2008;

Sur proposition du Collège Communal,

Décide à l'unanimité:

Article 1er :

D'approuver la délégation au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, pour la réalisation de marchés publics dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum 5.500 EUR et dont les crédits de dépenses ont été approuvés via le budget 2009 en séance du Conseil Communal du 16 décembre 2008.

Article 2 :

Il sera passé des marchés dont le montant unitaire estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum à 5.500 EUR et ayant pour objet l'acquisition les fournitures suivantes :

Service ordinaire :

- Acquisition de fournitures administratives pour les divers services communaux, feuilles de papier, enveloppes. Article 104, 421, 722, 762/12302.2009;
- Frais de gestion du parc informatique pour les divers services communaux, fourniture de consommables et prestations de tiers pour l'entretien des imprimantes, copieurs, machine à affranchir : Article 104,421, 722, 762/12313.2009;
- Prestations de tiers dans les bâtiments communaux, marché pour l'entretien des diverses chaudières et autres poêles dans les bâtiments communaux : Article 104, 421, 722, 762 /12506.2009;

- Fourniture et entretien de vêtements de travail pour le personnel ouvrier, acquisition de bottines et vêtements de travail. Article 421/12405.2009;

Service extraordinaire :

- Acquisition de mobilier de bureau pour les services administratifs. Article 104/74198.2009;
- Acquisition de matériel d'équipement pour les services de la voirie et d'entretien des parcs et jardins de type tondeuse, tronçonneuse, taille haies, débroussailluse, pulvérisateur, disqueuse, foreuse, meuleuse, scies circulaire, visseuse, marteau piqueur, groupe électrogène et échafaudage. Article 421/74451.2009;
- Acquisition de fournitures pour la signalisation routière (panneaux, poteaux, potelets et bacs à fleurs). Article 42301/74152.2009;
- Signalisation et balisage de sentiers de promenades (panneaux signalétique, poteaux, divers). Article 569/74152.2009;
- Achat de mobilier scolaire (chaises, bancs, tables, portes manteaux et tableaux). Article 722/74198.2009;
- Divers aménagements et équipements pour la Salle J. Galant (chaises, tables, stores). Article 762/72460.2009;
- Aménagement des plaines des sports et des jeux (buts, balançoires, petits équipements de sports). Article 764/72554.2009;
- Aménagement terrain skate parc pour sécuriser les infrastructures contre les dégradations volontaires (clôture, poteaux, bordure, divers). Article 76401/72554;
- Aménagement de la Fontaine Loquet (installation de bancs, poubelles, mobilier urbain). Article 773/72360.2009;
- Mise en valeur du Patrimoine Local (divers mobilier urbain, clôture, poteaux et éclairage) Article 773/72460.2009.

Article 3 :

Les marchés dont question à l'article 2 seront passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure et non formalisée en matière de sélection qualitative conformément à la loi du 24 décembre 1993 et ses arrêtés d'exécution. Sauf impossibilité, 3 fournisseurs au moins seront consultés.

Article 4 :

Les marchés dont il est question à l'article 2 seront des marchés à prix globaux, sans révision de prix. Le montant maximal unitaire des marchés sera de 5.500 € HTVA.

Article 5 :

La division en lot n'est applicable que pour consulter des fournisseurs spécifiques à la fourniture demandée mais en aucun cas l'ensemble des lots du marché ne pourra dépasser le seuil de 5.500 € HTVA.

Article 6 :

D'annexer la présente résolution au mandat de paiement de chaque dépense réalisée.

Article 7 :

De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal et à l'Autorité de Tutelle conformément aux prescriptions de l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

6. FINANCES – AVENANT AU MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES DE DECORATIONS ARTISTIQUES POUR LES DIVERSES PLACES DE L'ENTITE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Conseil Communal, prise en séance du 13 mars 2007, approuvant la procédure de marché à appliquer;

Vu la décision du Conseil communal, prise en séance du 13 mars 2007, relative à l'attribution du marché ayant pour objet "Fournitures de décorations artistiques pour les diverses Places de l'entité" à la firme Monsieur Michaël Deliège, 282 rue des Masnuy à Mansuy Saint Jean (N° TVAC BE 717.483.636 et R.C Mons :140602) pour un montant de 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21 % TVA comprise, et où il est précisé que l'exécution doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes : décorations supplémentaires à la scène située sur la Place de Jurbise.

Cette scène étant plus imposante, une sculpture florale sous forme de deux Chevaux a été rajoutée;

Le total de cet avenant dépasse de 16,56 % le montant d'attribution. Le montant total de la commande après avenant s'élève maintenant à 35.259,40 TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, en report de crédit à l'article 773/72460.2007;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'avenant du marché ayant pour objet fournitures de décorations artistiques pour les diverses Places de l'entité pour le montant total en plus de 5.009,40 € TVA comprise.

Article 2. - Les coûts de cet avenant sont imputés au budget 2009, en report de crédit à l'article 773/72460.2007 du budget extraordinaire.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE DE L'EXERCICE 2008 DU SERVICE ORDINAIRE - AVIS

Monsieur EGELS présente la modification budgétaire service ordinaire, dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	15.717,13
Recettes en plus	282,16
D'après le budget initial : Dépenses :	15.717,13
Dépenses en plus :	282,16
Nouveau Résultat : Recettes :	15.999,29
Dépenses :	15.999,29

La participation communale supplémentaire est de 570,54 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, à l'unanimité, sur la modification budgétaire n°1 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique de l'exercice 2008.

8. FINANCES – CHOIX DE LA CATEGORIE ET DU PROFIL DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE COMME INVESTISSEUR SELON LA DIRECTIVE

**EUROPEENNE MIFID (MARKETS IN FINANCIAL INSTRUMENTS
DIRECTIVE) - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la situation financière actuelle de l'Administration Communale;

Vu la directive européenne MiFID (Markets in Financial Instruments Directive) établissant les nouvelles règles en matière d'investissements en instruments financiers;

Vu la proposition de Dexia Banque du choix de profil d'investisseur de type « Medium » à établir pour l'Administration Communale suite à l'étude des opérations financières réalisées ces dernières années;

Vu le descriptif, fourni par Dexia Banque SA, du profil d'investisseur de type « Medium » permettant à l'Administration Communale de continuer ses transactions de placements sans formalités supplémentaires;

Attendu que le type de profil d'investisseur « Medium » est le mieux adapté aux besoins de l'Administration Communale;

Vu la composition actuelle du portefeuille de l'Administration Communale de Jurbise;

Vu le Code de la Démocratie Locale et Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er :

D'approuver le choix du profil d'investisseur pour l'Administration Communale de type « Medium » suite à la directive européenne MiFID (Markets in Financial Instruments Directive) établissant les nouvelles règles en matière d'investissements en instruments financiers.

Article 2 :

De communiquer une copie de la décision à Dexia Banque s.a. et au Receveur Communal pour disposition.

**9. URBANISME – SUPPRESSION DU SENTIER VICINAL N°33 DIT « SENTIER
BERGIBUS » A 7050 JURBISE (ERBAUT) - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande réceptionnée en date du 14 novembre 2007 et introduite par Monsieur Grégory Leuridant, Géomètre-Expert Juré, mandaté par Monsieur Jérémy Duro en vue d'obtenir la suppression du sentier vicinal n°33 dit « Sentier Bergibus » à Erbaut;

Attendu que le demandeur habite l'unique maison du Sentier Bergibus à Erbaut;

Attendu que Monsieur Duro est désireux de pouvoir clôturer sa propriété;

Attendu que la partie de sentier sise au-delà de la maison de Monsieur Duro n'est plus matérialisée sur place ni empruntée depuis de nombreuses années;

Attendu que le sentier se trouve dans sa majeure partie en zone agricole et pour une infime partie en zone forestière au plan de secteur de Mons-Borinage approuvé par l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 9/11/1983;

Vu que l'avis de la Direction générale de l'Agriculture a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 18/12/07 est défavorable et motivé comme suit :

« -Considérant que le dit chemin dessert encore les parcelles section B, n°315b et 316, prairies permanentes;

- Considérant dès lors que le projet met en péril la zone agricole à cet endroit : avis défavorable. »;

Vu l'enquête publique réalisée par la commune du 14 au 28 décembre 2007;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique aucune réclamation n'a été introduite, que la propriétaire des parcelles mentionnées dans l'avis de la Direction de l'Agriculture n'a donc pas émis d'objection;

Considérant qu'il existe, comme l'atteste la promesse de vente jointe au dossier de demande, une servitude perpétuelle de passage d'une largeur de trois mètres partant du chemin public jusqu'au bien de Monsieur Duro comprenant le Sentier vicinal n°33 dit « Sentier Bergibus » et que la suppression dudit Sentier n'affectera en rien cette servitude;

Vu que l'avis du Service voyer provincial a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 20/12/07 est favorable et motivé comme suit : « cette voirie paraissant ne plus être utilisée, sa suppression peut être proposée à la décision du Collège provincial, après enquête publique et avis de votre Conseil Communal. »;

Vu que l'avis de la S.W.D.E. a été sollicité puisque le bien se situe en zone de prévention rapprochée IIa;

Considérant que celui-ci réceptionné en date du 28/12/07 est favorable conditionnel et libellé comme suit : « Si dans le cadre de la suppression du sentier des travaux sont entrepris, compte tenu de la proximité des prises d'eau ainsi que dans un souci général de protection des nappes aquifères, la S.W.D.E. souhaite que toutes les précautions nécessaires soient prises, notamment en ce qui concerne le stockage d'hydrocarbures, le parage des engins de chantier et le rejet des eaux usées, afin d'éviter toute contamination»;

Considérant que la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité en sa séance du 20 octobre 2008 a remis un avis favorable sur la présente demande;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

DECIDE :

Par 18 voix pour et 1 abstention.

Article 1er : D'émettre un avis favorable à la requête de suppression du sentier n°33 dénommé sentier " Bergibus" comme décrit dans le dossier et tracé sur plan.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision et des pièces descriptives à Monsieur le Commissaire Voyer circonscriptionnaire pour suite voulue quant à l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut.

**10. I.E.H. – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 JANVIER 2009 –
MODIFICATIONS STATUTAIRES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 29 janvier 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point 1 de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point 1 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.;

Décide à l'unanimité :

- * le point 1° de l'ordre du jour, à savoir :**
Modifications statutaires.

Le Conseil décide,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 27/01/2009.

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI).
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

11. I.G.H. – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 JANVIER 2009 – MODIFICATIONS STATUTAIRES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune/ville à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 29 janvier 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point 1 de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point 1 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.;

Décide à l'unanimité :

- * **le point 1° de l'ordre du jour, à savoir :**
Modifications statutaires

Le Conseil décide,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 27/01/2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI).
- au Gouvernement provincial.

- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

12. CHU AMBROISE PARE – REMPLACEMENT DU MEMBRE DU GROUPE P.S. AU SEIN DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'INTERCOMMUNALE CHU AMBROISE PARE - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 08 octobre 2006, attribuant 15 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.) et 2 sièges au Parti Centre Démocrate Humaniste (CDH);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de intercommunale CHU Ambroise Paré;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant la volonté du Collège Communal d'élargir la représentation du Conseil au sein des assemblées générales des Intercommunales;

Considérant la déclaration d'apparementement des élus de la liste L.B. au Mouvement Réformateur (M.R.), actée en séance du Conseil Communal du 30 janvier 2007;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de (3 candidats);

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de (1 candidat);

Attendu que la liste CDH présente la candidature de (1 candidat);

Vu le courrier de Monsieur HALLOT du 13 août 2007, manifestant sa volonté de ne plus siéger au conseil communal en tant que conseiller du groupe socialiste de Jurbise;

Vu le courriel transmis à Madame la Députée-Bourgmestre par Madame Manuella SENECAUT le 18 décembre 2008;

EST INFORME :

Article 1^{er}. Que la représentation du groupe PS au sein de intercommunale CHU Ambroise Paré se fera par Madame Isabelle DEBAUQUE.

Article 2. Que la présente délibération sera transmise à l'intercommunales CHU Ambroise Paré, au Gouvernement provincial et au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

13. A.L.E. – REMPLACEMENT DU MEMBRE DU GROUPE P.S. AU SEIN DE L'AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE JURBISE - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122 – 18 et L 1122 – 30;

Vu le statut de l'association sans but lucratif AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE JURBISE;

Considérant qu'il appartient à la Commune de désigner 7 des 14 associés appelés à composer l'association sans but lucratif précitée;

Considérant que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal, sont considérés comme formant un groupe, les membres du conseil qui ont été élus sur une même liste;

Vu le décès de Monsieur HOYOIS Francis désigné en qualité d'associé pour le Groupe P.S.;

Vu le courriel transmis à Madame la Députée-Bourgmestre par Madame Manuella SENECAUT le 18 décembre 2008;

EST INFORME :

Article unique : est désigné en qualité d'associé de l'association sans but lucratif AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI :

- *pour le groupe P.S.* CARLIER Luc.

14. FUNERAILLES ET SEPULTURES – APPEL A PROJETS – AXE 1 – POSE DE STELES MEMORIELLES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'appel à projet du Ministre COURARD, par son courrier du 29 octobre 2008;

Vu qu'après l'inventaire établi en mars 2008, il apparaît que 13,5% des concessions sises dans les différents cimetières communaux sont en état d'abandon total;

Vu qu'il est impératif de prévoir de nouvelles possibilités d'inhumation pour l'avenir;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} : de poursuivre la procédure de désaffectation par publicité sur les sépultures en état d'abandon débutée le 01 mai 2008.

Article 2 : de procéder à la pose des stèles mémorielles pour le 01 novembre 2009.

Article 3 : de solliciter auprès du Ministre COURARD un subside à concurrence de 60% du projet estimé au montant total de 42.471,00€ et plafonné à 15.000,00 €.

Article 4 : d'inscrire au budget communal, exercice 2009, un montant correspondant à la différence entre le montant total du projet et la partie subsidiée.

Article 5 : de transmettre le dossier de candidature et la présente délibération en deux exemplaires au Ministre COURARD.

Article 6 : de transmettre la présente délibération au Receveur communal.

15. TRAVAUX – REMPLACEMENT DE L'INSTALLATION DE CHAUFFAGE DE LA MAISON COMMUNALE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures;

Vu l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale" à Actif Concept s.p.r.l., rue Duquesnoy, 40 à 7500 Tournai;

Considérant que l'auteur de projet, Actif Concept s.p.r.l., rue Duquesnoy n°40 à 7500 Tournai a établi un nouveau cahier des charges N°MP2009-001-SG-GU pour le marché ayant pour objet « Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale »;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet « Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale », le montant estimé s'élève à 46.445,70 € hors TVA ou 56.199,30 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet « Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale », la DGTRE du Ministère de la Région Wallonne a accordé en date du 26.06.2008, un subside d'un montant de 39.501,00 €, 21% TVA comprise et ce, dans le cadre de la Circulaire UREBA/2007/01;

Attendu que, lors d'une première procédure de marché public, sur les 5 entreprises consultées, une seule a répondu aux critères de sélection qualitative, dès lors, la mise en concurrence n'était plus perceptible, pas conséquence, il a été décidé de ne pas attribuer le marché et de le remettre en adjudication;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer à nouveau ce marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, Article 104/72360.2009;

Considérant que le crédit sera financé par un emprunt et subsides;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le nouveau cahier des charges N°. MP2009-001-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Remplacement de l'installation de chauffage de la Maison Communale", établis par l'auteur de projet, Actif Concept s.p.r.l., rue Duquesnoy, 40 à 7500 Tournai. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 46.445,70 € hors TVA ou 56.199,30 €, 21 % TVA comprise.

- Article 2. - Le marché précité sera attribué par procédure négociée sans publicité.
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/72360.2009.
- Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

16. QUESTIONS ORALES

Monsieur MULLER questionne la Présidente sur un rapport de la Police Locale passé au Collège Communal en date du 09 décembre 2008 et portant sur la signalisation routière.

La Présidente s'en explique.

Monsieur MULLER fait remarquer que le site internet communal n'est pas à jour.

Mademoiselle GALANT en prend note et en référera au service responsable.

Mademoiselle MORCRETTE signale le mauvais état de la signalisation à la rue Albert 1^{er} et questionne la Bourgmestre sur une panne de chauffage survenue à l'école communale d'Herchies.

La Présidente s'en explique.

HUIS CLOS

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,